

LA FORCE DE CONVICTION

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

LA FORCE DE CONVICTION

À quoi pouvons-nous croire ?

ÉDITIONS DU SEUIL

27, rue Jacob, Paris VI^e

ISBN 2-02-063927-0

© Éditions du Seuil, août 2005

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Pour Edgar Morin, dont l'amitié habite ces pages.

« Un autre monde est en marche. Beaucoup d'entre nous ne seront plus là pour assister à son avènement. Mais quand tout est calme, si je prête une oreille attentive, je l'entends déjà respirer. »

Arundhati Roy*.

* Interview, *Le Monde*, 18 janvier 2004.

Avant-propos

Quel désenchantement du monde ?

« Je connais de prétendus athées qui n'ont apparemment tué Dieu que pour changer de père : or, il m'arrive de penser qu'ils ont plutôt perdu au change, et parfois même d'assez consternante façon. »

Francis Jeanson¹.

La grande métamorphose, le grand retournement – *metanoia* –, a commencé. Un monde nouveau a surgi sous nos yeux et nous tâchons déjà d'y vivre. À tâtons. D'un bout de la terre à l'autre, tout nous paraît changé. Inquiétant. L'entrée dans le nouveau millénaire s'accompagne d'une peur diffuse qui cherche encore ses mots pour dire ce qui la hante. Oui, les mots nous manquent, mais aussi les idées. Ce grand basculement anthropologique met à rude épreuve nos capacités d'analyses et ruine par anticipation notre langage². Menacés au-dedans comme au-dehors par des périls inédits, confrontés à des dominations obscures, alarmés par des violences insaisissables, embarqués dans des mutations immaîtrisées, nous recourons faute de mieux à des concepts devenus fragiles. Les discours politiques, diplomatiques ou stratégiques usent le plus souvent de rhétoriques dont nous devinons confusément l'insuffisance.

Confrontés aux nouvelles violences de l'histoire, aux crimes politiques, aux réseaux criminels arborescents et sans territoire géographique défini, voilà que nos catégories mentales habituelles ne fonctionnent plus. Hier encore, les grandes idéologies rivales – capitalisme, nazisme, communisme ou socialisme – fournissaient au débat public sa grammaire et sa sémantique. Aujourd'hui, nous avons du mal à nommer la nature du danger que doivent affronter la

1. *La Foi d'un incroyant* [1963], Seuil, « Points Sagesses », 1976, p. 10.

2. J'ai développé cette analyse dans *Le Goût de l'avenir*, Seuil, 2003.

liberté de l'esprit et – parfois – la liberté tout court. Fanatisme ? Nihilisme ? Intégrisme ? Terrorisme ? Cléricalisme ? Communautarisme ? Nos sociétés démocratiques ne savent plus – ou pas encore – définir la violence spécifique qui dorénavant les guette. De la même façon, elles se montrent embarrassées face aux nouveaux barricadelements idéologiques, aux certitudes agressives et aux dogmatismes qui sont revenus dans le siècle. Effarés, nous cherchons...

Effarés ? Un peu partout dans le monde, y compris chez nous, nous voyons dorénavant des hommes et des femmes guerroyer au nom de Dieu. Des fanatiques brandissent la Bible ou la Torah, le Coran ou les Upanishad pour récuser la modernité ou justifier leurs crimes. Partout, on enrôle Dieu dans la fournaise des batailles et, dans le pire des cas, on promet un « paradis » éternel au kamikaze ou au *shāïd* (martyr) qui consentira à tuer au nom des « Écritures ». Ailleurs, on fait de ces mêmes « Écritures » une lecture si puérilement littérale qu'elle enflamme des passions meurtrières. Dévotion aveugle aux sourates du Coran ici, créationnisme biblique là-bas : nous n'imaginions pas que de telles régressions fussent possibles en 2004.

Tout cela est fou.

Dans notre désarroi, nous sommes tentés de ne plus voir dans la « religion » autre chose qu'une obstination archaïque, une crispation résiduelle où prendrait source, dorénavant, l'intolérance. Oh, certes, nous ne le faisons pas ouvertement. Chez nous, en Europe, les gouvernements prennent mille précautions avec les communautés religieuses (c'est la nouvelle expression consacrée) qu'ils consultent ostensiblement et dont ils tentent d'organiser la représentation. Dans le même temps, cependant, un soupçon bien moins aimable rôde dans l'air du temps. Il court comme un mistigri à travers les médias et finit par habiter chacun de nous. Au sujet de la religion, l'état d'esprit le plus répandu dans nos sociétés modernes se caractérisait jusqu'alors par une indifférence polie, de celle qu'on réserve aux choses passées de mode, mais inoffensives. Aujourd'hui, le ton général semble se durcir. Convenons qu'*a priori* il y a de quoi. Partant d'une critique des divers intégrismes, nous en venons à désigner la foi elle-même, ou les textes.

Un discours dénonciateur s'énonce ainsi, à mots couverts, derrière nos tumultueux débats, même si un hommage convenu aux « croyants ordinaires » est consenti du bout des lèvres. Athées militants, agnostiques, sceptiques ou même croyants : la plupart des hommes et des femmes en viennent, *au moins de façon fugitive*, à s'interroger et même à se défier de toute référence à une vérité révélée, à l'expression d'une foi ou d'une transcendance toujours capable de se coaguler en fanatisme. L'évocation des textes ou écrits saints auxquels le fidèle serait tenu d'obéir leur apparaît alors comme une incongruité pittoresque, mais potentiellement dangereuse pour la « société ouverte », théorisée jadis par Karl Popper.

L'ennemi de ladite société, pense-t-on – et dit-on – parfois, ce ne sont donc plus les idéologies, mais les grandes confessions religieuses réactivées par les nouveaux dévots. Ce sont elles qui cadent désormais l'esprit des hommes et arment la main des terroristes. Il serait donc urgent de combattre à nouveau « l'infâme » stigmatisé jadis par Voltaire ou, à tout le moins, d'accélérer sa relégation dans la sphère ambiguë du « privé ». Le fait est qu'on n'avait jamais autant parlé de religion, de foi ou de Révélation que depuis notre entrée dans ce nouveau millénaire. La religion redevient la grande affaire de l'époque. Elle habite, au moins en arrière-plan, presque toutes les polémiques du moment. Qu'il s'agisse de l'Europe chrétienne, des rapports Nord-Sud, de la bioéthique, du changement des mœurs, des systèmes de parenté, de la paix scolaire, de la guerre au-dehors ou de la paix au-dedans : chaque fois, la persistance incompréhensible de la « question religieuse » – ou du « fait religieux » – se voit érigée en catégorie explicative.

Cette fixation contemporaine sur le religieux comme facteur explicatif témoigne d'un glissement de sens assez profond, d'une transformation imperceptible de notre vision du monde et de notre lecture de l'histoire. Tout se passe comme si nous avions troqué un paradigme contre un autre. Hier encore, les violences du monde relevaient à nos yeux de causes bien différentes : sous-développement ou impérialisme, lutte des classes ou égoïsmes corporatistes, convoitises pétrolières ou appétits territoriaux, nationalisme ou adversités ethniques, et, dans l'hémisphère Sud, guerre idéologique planétaire entre l'Amé-

rique du Nord et l'URSS, par conflits locaux interposés. Aujourd'hui, nous avons balayé la plupart de ces références ou peu s'en faut. Le vrai moteur, le vecteur de la violence, affirmons-nous, c'est le fanatisme religieux et, peut-être, la religion elle-même. Pour ne citer qu'un exemple, les fameuses analyses de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations » accordent une place privilégiée, pour ne pas dire essentielle, aux antagonismes religieux.

Cette dérive interprétative et cette fixation sur le religieux comme matrice principale de l'intolérance sont-elles bien raisonnables ?

Quelles « guerres de religion » ?

Car enfin... Quantité de fanatismes présents ou passés ne furent ou ne sont pas d'essence religieuse. Le Sentier lumineux péruvien, les génocidaires Khmers rouges des années 1970, les tueurs hutus du Rwanda ou les assassins de l'ex-Yougoslavie ne se réclamaient ni de Dieu ni du diable. Alors ? De la même façon, lorsque nous tentons de distinguer un « bon » islam d'un « mauvais » islamisme, nous en venons à incriminer le Coran lui-même. Or, l'islam ce fut aussi Averroès, le royaume d'*al-Andalus* ou encore Abd el-Kader (1847-1883), le « parfait serviteur », auteur des fameux *Écrits spirituels*.

De la même façon, lorsque les Européens s'alarment des succès politiques du fondamentalisme chrétien en Amérique et du nationalisme belliqueux des *born again* républicains, ils omettent de constater qu'en réalité presque toutes les grandes Églises constituées d'outre-Atlantique avaient condamné en 2003 l'aventurisme militaire de George Walker Bush et, hormis les baptistes du grand Sud, pris leurs distances avec le conservatisme rudimentaire qui prévaut à la Maison-Blanche. Ce n'est pas la « religion » qui subvertit aujourd'hui la politique aux États-Unis, c'est plutôt l'inverse. L'aventure des néoconservateurs et des fondamentalistes chrétiens ou juifs de Washington témoigne d'une confiscation du christianisme et du judaïsme par une « religion civile » américaine, essentiellement politique ou nationaliste, et qui, aujourd'hui, paraît s'enivrer d'elle-même, c'est-à-dire de sa paradoxale immanence.

« Ce n'est pas du côté des Églises américaines (divers types de protestantisme, du plus libéral au plus fondamentaliste, catholicisme latin ou du Nord-Est, mormonisme...) qu'il faut chercher les principales composantes de ce nouveau cocktail religieux, remarquait en 2004 l'un des meilleurs spécialistes de la société américaine. Que les Églises puissent être instrumentalisées ou partiellement ralliées à cette synthèse ne fait aucun doute [...]. Mais loin de constituer le principal moteur d'une possible « croisade » néomessianique, elles demeurent, en fin de compte, l'un des seuls obstacles de taille susceptible, à l'intérieur de la société américaine, d'enrayer le processus en cours³. » Ainsi est-il étrange de localiser dans le christianisme ou le judaïsme la racine principale du néo-impérialisme américain, alors même qu'il faudrait dénoncer leur instrumentalisation délibérée par les maîtres de l'État.

Il n'est pas beaucoup plus raisonnable d'assimiler à des guerres de religion les conflits qui ensanglantent la planète, en particulier l'hémisphère Sud. Raisonner ainsi conduit en effet à confessionnaliser quantité d'antagonismes qui, en vérité, ne sont pas religieux par nature⁴. La guerre civile d'Irlande du Nord est une conséquence résiduelle du colonialisme britannique et non un affrontement dogmatique entre catholicisme et protestantisme. L'interminable guerre israélo-palestinienne voit d'abord deux peuples se disputer la même terre. Elle n'est devenue un antagonisme proclamé entre islam et judaïsme que très récemment et très subsidiairement. En Indonésie, premier pays musulman de la planète par le nombre d'habitants, les conflits séparatistes ne sont pas d'essence religieuse mais ethnique. De la même façon, il ne rime pas à grand-chose d'identifier la guerre rallumée en 2003 en Irak à une opposition sans merci entre l'islam sunnite et le christianisme anglo-saxon. Cela est d'autant plus absurde que la dictature renversée, celle de Saddam Hussein, se présentait tout au contraire comme « laïque » militante, voire anti-islamique, et fut longtemps aidée par l'Occident pour cette raison. On attendait à l'époque du baasisme irakien qu'il contînt l'effervescence religieuse – et chiite – de l'Iran voisin.

3. Sébastien Fath, *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison-Blanche*, Seuil, 2004, p. 141.

4. Voir *Le Goût de l'avenir*, op. cit.

Certes, ici comme ailleurs, la religion, sous sa version la plus obtuse, se voit effectivement enrôlée dans la bataille. Le dictateur irakien aux abois, par exemple, sembla « redécouvrir » l'islam dans les années 1990, et s'en prévalut pour tenter de mobiliser la « nation arabe ». Il est vrai également que, en 2004, les GI's américains priaient le Dieu de la Bible dans leurs baraquements tandis que leurs adversaires insaisissables invoquaient Allah. Ces manifestations publiques de dévotion, au demeurant assez classiques dans toutes les guerres, ont beau être montrées, médiatisées, montées en épingle et commentées, elles n'ont rien à voir avec une « explication ». Faire de la religion le nouvel outil d'analyse relève de ce qu'on appelait jadis une « construction idéologique ». C'est, au mieux, une commodité de langage et au pire une paresse de l'esprit.

Les remarques de bon sens proposées par l'anthropologue Lucien Scubla, chercheur à l'École polytechnique, trouvent ici tout leur sens. « L'existence d'escroqueries ou d'abus de pouvoir commis par les policiers ne permet pas de conclure que la police est une association de malfaiteurs. De même, les forfaits commis sous couvert de religion n'impliquent pas que le religieux soit, dans son principe, une imposture⁵. »

Les persécutions oubliées

Ce n'est pas tout. L'invocation de la religion comme matrice originelle du dogmatisme et de la violence implique une étrange amnésie collective. Comment oublier qu'au xx^e siècle, c'est principalement l'athéisme antireligieux (stalinien, nazi ou nippon) qui fut intolérant et même exterminateur ? La religion était alors ou bien persécutée ou bien transformée, comme en Pologne, en périmètre de résistance à la barbarie. Le Dieu invoqué par les croyants, en tout cas, se trouvait alors plus souvent dans le camp des opprimés que dans celui des oppresseurs. Si l'on en croit une enquête commandée par le pape

5. Lucien Scubla, « Les hommes peuvent-ils se passer de toute religion ? », in « Qu'est-ce que le religieux ? Religion et politique », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 22, 2^e trimestre 2003, La Découverte-Mauss, p. 92-93.

Jean Paul II, et réalisée par une commission indépendante, jamais depuis l'époque des catacombes les chrétiens n'ont été autant persécutés qu'au ^{xx}e siècle. La rédaction d'un livre de recherche et de mémoire fut confiée à Andrea Riccardi par cette Commission des nouveaux martyrs du Vatican à partir de plus de neuf mille six cents témoignages recueillis. La plupart de ces dossiers n'avaient jamais été publiés auparavant ⁶.

Dans le cas du nazisme, quelles que soient les complaisances coupables – ou même l'aveuglement – d'une partie des protestants allemands (qui voulaient déjudaïser le christianisme), ou les impérities du pape Pie XII ; quelles que soient les gesticulations plus ou moins liturgiques des hitlériens, il est clair que le ressort de la barbarie était agressivement païen. « Nous sommes les barbares modernes », proclamait Hitler ⁷. Les nazis étaient prêts à accepter une religiosité dont l'apparence et la terminologie pouvaient bien être provisoirement chrétiennes, mais à la condition qu'elles servent à couvrir des références clairement racistes, très étrangères à la Bible. Dans l'esprit d'Adolf Hitler, la destruction du judaïsme ne devait d'ailleurs être qu'une première étape. « Au tournant de 1942, Hitler s'exprima à plusieurs reprises contre le christianisme et les Églises, qu'il parlait de détruire après la guerre. [...] Il parla même de dicter un petit évangile qui pourrait servir de base à une religion de substitution ⁸. »

Dans l'URSS communiste, pendant plus d'un demi-siècle, la persécution antireligieuse fut à la fois plus intense et plus radicalement théorisée. La compromission progressive d'une partie de la hiérarchie orthodoxe avec le régime soviétique ne saurait faire oublier un aussi long martyrologe ni conduire à minimiser une haine aussi impitoyablement « athée ». Dès 1917, en Russie, la possession d'un ouvrage religieux fut interdite. Bientôt, on réserva la déportation, la prison ou la mort aux chrétiens trop obstinés à lire la Bible. Exil forcé des nonnes ou des popes en Sibérie, autodafés des Livres saints, profanation délibérée des reliques, dévastation programmée

6. Andrea Riccardi, *Ils sont morts pour leur foi*, Plon-Mame, 2002.

7. J'ai abordé cet aspect spécifique du nazisme dans *La Refondation du monde*, Seuil, 1999.

8. Philippe Burrin, *Ressentiment et Apocalypse. Essai sur l'antisémitisme nazi*, Seuil, 2004, p. 84.

des monastères, transformation des églises en étables ou greniers à foin, campagne pour le « quinquennat sans Dieu » (c'est-à-dire pour l'éradication définitive de la religion en Union soviétique), lancée en 1930 par Kalinine, omniprésence de la propagande officielle contre la religion : aucun effort ne fut négligé.

« Tout au long de ces soixante-dix années d'ordalie [en URSS], la Bible demeurera un objet majeur de la propagande athée qui en fera, au cours de séances collectives ubuesques dans les écoles, les universités, les campagnes, les usines, les quartiers, le symbole du monde ancien, hostile par définition au règne de la « science » matérialiste. Et une cible d'autant plus mythique qu'invisible puisque l'objet, le texte, la moindre exacte citation resteront largement inaccessibles⁹. »

La foi comme résistance

« Comme me l'a fait remarquer Emmanuel Terray, pour ceux d'entre nous qui ont appartenu à la tradition marxiste et y appartiennent encore par certains côtés, qui pensent qu'une référence à une transcendance objectivée, conçue sous forme de doctrine, est inéluctablement génératrice de risques totalitaires parce que cette référence devient dès lors un instrument pour transformer la société au nom de cette doctrine, il n'est pas toujours confortable d'entendre, par exemple, des intellectuels tchèques expliquer que la transcendance objectivée n'est plus une transcendance dès lors qu'elle est énoncée en des termes finis et donc humains ; que la transcendance en elle-même n'est pas objet mais mouvement, n'est pas substance mais dépassement du fini, et qu'une transcendance ainsi conçue est, à leurs yeux, la seule garantie de liberté pour l'individu, dans la mesure où, s'enracinant dans une notion non objectivée, elle permet du même coup à cet individu de trouver en lui-même de quoi remettre en question toutes les limitations, toutes les oppressions qu'il peut avoir à subir. Vu sous cet angle, quel que soit le désagrément intellectuel que cette analyse peut nous procurer, le religieux a en effet joué (et peut-être jouera encore) un rôle indéniable : celui de garantir au mieux la liberté et d'offrir les meilleurs fondements de résistance au totalitarisme. »

Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Seuil, 1996.

9. Jean-François Colosimo, « Biblique Russie », in Jean-Claude Eslin et Catherine Cornu (dir.), *La Bible. 2000 ans de lectures*, Desclée de Brouwer, 2003, p. 382-383.

Après la chute du communisme et l'ouverture des archives soviétiques, le président de la Commission pour la réhabilitation des victimes de répressions politiques, Alexandre Iakovlev, estimait à deux cent mille le nombre de membres du clergé orthodoxe condamnés à mort entre la révolution d'Octobre et 1980, dont plus de la moitié pour les seules années 1937 et 1938¹⁰.

On pourrait développer le même raisonnement au sujet du maoïsme qui, dans les années 1960, présida à une « Révolution culturelle » responsable de plusieurs millions de morts. Ce qui fut alors frénétiquement diabolisé par les Gardes rouges de Mao Zedong, c'est « l'ancienne pensée » chinoise, c'est-à-dire l'héritage confucéen et bouddhiste de l'Empire du milieu. Les fidèles de l'une ou l'autre de ces grandes traditions spirituelles se virent coiffés d'un bonnet d'âne, désignés à la moquerie puis à la colère des foules, voire liquidés pour de bon. Fidèles à l'ancienne culture, ils se rendaient coupables de « superstitions » dont le marxisme-léninisme dans sa version maoïste aurait bientôt raison. Quant au *Laogai*, le Goulag chinois, il hébergea, en plus du reste, un nombre appréciable de paroissiens ou de prêtres chrétiens¹¹.

Autre exemple : le « Kampuchéa démocratique » (Cambodge), conquis en 1975 par les Khmers rouges et soumis à un effroyable « autogénocide », réserva lui aussi aux chrétiens, aux bouddhistes ou aux musulmans une campagne d'éradication si radicale qu'en quelques années tous les représentants des cultes furent éliminés. La minuscule Albanie d'Enver Hoxha ne fut pas en reste : « Des 6 évêques et 156 prêtres avant l'arrivée du communisme, au moins 65 moururent exécutés ou sous les tortures, et 64 moururent dans les camps ou les prisons. À la fin du communisme ne survivaient qu'une trentaine de prêtres qui avaient tous connu la détention¹². »

Après tout cela, est-il bien sérieux de renverser aujourd'hui abruptement la charge de la preuve en plaçant cette fois la religion au banc des accusés ?

10. Chiffres cités par *Le Point* du 25 octobre 2002.

11. Lire, notamment, Harry Wu, *Laogai, le Goulag chinois*, Dagorno, 1996.

12. Andrea Riccardi, *Ils sont morts pour leur foi*, op. cit.

La religion disparaît et «revient»

Toute religion, c'est vrai, peut conduire ses bigots à l'obscurantisme. Nul ne peut nier cela. Néanmoins, focaliser sur elle nos inquiétudes et nos critiques du dogmatisme entraîne bien d'autres malentendus.

Le premier d'entre eux s'apparente à une contradiction de principe. Il est lié à l'idée que nous faisons de la modernité elle-même, de la démocratie et, plus généralement, du désenchantement du monde. En effet, la fragilité des catégories conceptuelles évoquée plus haut nous conduit, à l'orée du XXI^e siècle, à évoquer tout à la fois l'irrésistible disparition du religieux et son «retour» tonitruant. Comment est-ce possible? Il y a dans cette proclamation médiatiquement ressassée quelque chose d'absurde, un tour de bonneteau, une rhétorique dont nous faisons mine de ne pas voir qu'elle est inopérante. Disparue ou revenue, en voie de disparition ou redoutablement reconstituée, la religion finit par devenir une sorte d'«objet» que tous invoquent, mais que nul ne saisit vraiment. Le philosophe Marcel Gauchet n'est pas le dernier à pointer cette étrangeté. «Pourquoi assiste-t-on, indéniablement, à une résurgence du facteur religieux dans la vie publique de nos sociétés, alors que nous sommes témoins dans le même temps d'un affaiblissement social marqué de ce facteur? La coïncidence est tout à fait énigmatique¹³.»

Bien malin, en vérité, qui pourrait dire ce qui l'emporte : la «disparition» ou le «retour»? À moins de soutenir que ledit retour aurait justement pour fonction de conjurer la disparition, les deux allant ensemble et constituant l'avertissement et le revers d'une même dérégulation globale. C'est *parce qu'elle serait menacée de disparition*, en somme, que la religion ferait retour sous une forme plus crispée, plus intolérante, plus obscurantiste que jamais. Il y a sans aucun doute une part de vérité dans cette articulation de la «disparition» et du «retour»; une part de vérité mais aussi une contradiction. Raisonner ainsi implique en effet qu'on interprète le retour du religieux – ou sa rémanence – comme un phénomène essentiellement réactif. Du

13. Marcel Gauchet et Paul Valadier, *Héritage religieux et Démocratie*, document ronéoté de l'association «Politique autrement», mars 2004, p. 36-37.

même coup, la religion en tant que telle se voit identifiée, par hypothèse, à une posture politiquement et intellectuellement « réactionnaire ». C'est légitime dans certains cas, notamment lorsqu'on évoque les divers fondamentalismes qui se manifestent aujourd'hui dans toutes les grandes confessions. Mais peut-on confondre la partie pour le tout et généraliser ce qui ne doit pas l'être ? On se souvient de la remarque d'Albert Camus : « L'honnêteté consiste à juger une doctrine par ses sommets, non pas par ses sous-produits¹⁴. »

Or, quantité d'expressions religieuses contemporaines peuvent difficilement être classées aujourd'hui dans la catégorie de la réaction. Comment considérer comme « réactionnaire » l'étrange et robuste ferveur de ces prêtres, pasteurs, rabbins ou imams qui, dans le monde, mettent quotidiennement leur foi religieuse au service du progrès social ? Songeons aux prêtres brésiliens animant le mouvement des paysans sans terre, aux pasteurs indépendantistes des territoires océaniques ou aux chrétiens du Kerala indien, engagés dans la lutte en faveur des « intouchables » ; pensons pareillement aux syndicalistes polonais de *Solidarność* qui plaçaient, en 1980, leurs manifestations antitotalitaires sous le patronage de la Vierge noire de Czestochowa, ou aux pasteurs allemands de Leipzig qui furent les premiers à ébranler, en 1989, la dictature communiste de la RDA. Dans tous ces cas, la religion était-elle du côté de l'obscurantisme et du dogmatisme ? Était-elle dans la « disparition » ou dans le « retour » ?

D'où vient la modernité ?

Évoquons un autre malentendu possible. En France, existe un attachement spécifique et majoritaire à la laïcité. Cette (heureuse) exception française est un produit de l'histoire. Chez nous, la laïcité fut d'abord un combat anticlérical dirigé, à juste titre, contre l'hégémonie culturelle et politique du catholicisme. Le souvenir de ce tumultueux combat, incorporé à notre mémoire collective, nous conduit à opposer d'instinct la modernité démocratique au catholi-

14. Albert Camus, interview par Émile Simon dans *La Reine du Caire*, 1948, cité dans les *Écrits politiques*, Gallimard, « Folio essais », n° 305, 1950, p. 182.

cisme en particulier et à la religion en général. Un Français s'étonnera toujours, *a priori*, qu'on puisse évoquer une quelconque filiation ontologique entre le judéo-christianisme et la modernité qui en serait – assez largement – le produit. On préfère se souvenir que, chez nous, l'autonomie, la liberté de pensée et la démocratie ont surtout été conquises *contre* le cléricisme et, en définitive – pensons-nous –, contre l'héritage judéo-chrétien. C'est à la fois vrai et faux¹⁵.

Dans l'ensemble du monde anglo-saxon, en revanche, il en va tout autrement. Il est communément admis que ladite modernité est, *dans son essence, un phénomène postbiblique*. Pour un Américain, un Britannique, un Canadien ou un Irlandais, cela va sans dire. Comme cela allait sans dire pour l'auteur de *La Démocratie en Amérique*. Aux yeux d'un Alexis de Tocqueville, en effet, il paraissait incontestable que la démocratie elle-même était fille légitime de la Bible. Même chose pour le grand économiste allemand – bientôt installé en Amérique – Joseph Aloys Schumpeter (1883-1950). D'après lui, cette filiation est une évidence dans la mesure où l'émergence du principe égalitaire serait incompréhensible sans référence au monothéisme. «Le tissu du christianisme est largement mêlé de fibres égalitaires. Le sauveur est mort pour racheter tous les hommes : il n'a pas fait de différence entre individus de conditions sociales différentes. Du même coup il a apporté son témoignage à la valeur intrinsèque de l'âme individuelle, valeur qui ne comporte pas de gradation. Ne trouve-t-on pas là la justification – et à mon sens la seule possible – de la formule démocratique¹⁶ ? »

Quantité d'autres auteurs, des centaines à vrai dire, pourraient être cités dans cette même perspective. On se bornera à évoquer Hegel et Nietzsche. Comme le rappelle Lucien Scubla : «Hegel et Nietzsche attribuent aux forces religieuses, et plus particulièrement au christianisme, la genèse même du monde moderne. C'est le christianisme qui le premier, dit Hegel, a conçu les hommes comme étant tous également libres. [...] Nietzsche [quant à lui] voit très bien que le monde moderne a été façonné par le christianisme, et qu'il est indé-

15. Voir *La Refondation du monde*, *op. cit.*

16. Joseph Aloys Schumpeter, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, trad. de l'anglais par Gaël Fain, Payot, 1974, p. 362-363.

Le Principe d'humanité

*Seuil, 2001, Grand Prix européen de l'essai
et « Points », n° P 1027*

Istanbul

*(avec Marc Riboud)
Imprimerie nationale, 2003*

Le Goût de l'avenir

*Seuil, 2003
et « Points », n° P 1254*

